

# Le tabac coûte au moins 1,5 milliard

SANTÉ Une première étude estime les dépenses liées à la cigarette pour l'Etat

- Revenus record pour le tabac en 2015.
- Mais le vrai coût du tabac en amputé au moins la moitié.

L'année 2015 aura été une année record pour les accises et les taxes du tabac, puisque le ministère des Finances a engrangé plus de trois milliards sur l'année, malgré une légère diminution du nombre de cigarettes vendues, soit 10,64 milliards, une diminution de 173 millions par rapport à 2014. Le tabac à rouler s'est par contre vendu davantage, puisque presque 10.000 tonnes ont été vendues en 2015.

Trois milliards, une « bonne affaire » pour l'Etat ? C'est ce que certains affirment, en laissant entendre que hausser encore le prix du tabac, une revendication des réseaux anti-cancer, entraînerait une baisse de ces revenus, évidemment indispensables pour équilibrer les comptes de l'Etat. Mauvais calcul, répondent les partisans d'une augmentation radicale des prix, puisque le niveau actuel de prix entraîne la stagnation de la consommation et donc le niveau d'impact sur la santé. Mais quel est le vrai prix de l'utilisation de la « drogue légale » qu'est le tabac ? Une re-

cherche effectuée par l'Université de Gand et la VUB répond à cette question : le tabac représente 32 % des coûts directs et

indirects liés à l'emploi des drogues légales et illégales, n'étant dépassé que par l'alcool. Les coûts directs, soit les dépenses d'hospitalisation, de prévention, de médicaments, mais aussi les coûts de la criminalité engendrée par la dépendance ou les coûts de la détention s'élèvent à 2.860 millions, dont 25 % sont liés au tabac. Qui pèse plus lourd en coûts indirects, notamment en perte de productivité à cause

des journées perdues au travail, où le tabac pèse 42 % des 1.760 millions à charge de la collectivité.

Il faut encore y ajouter 500.000 journées de « vie en bonne santé » perdues à cause de l'ensemble des drogues, soit environ 91 millions (si une année en bonne santé est estimée à 60.000 euros, chiffre communément admis par les experts), dont le tiers au moins peut être

attribué au tabac. Le total, à gros traits ? 1.500 millions, soit plus d'un milliard et demi de dépenses liées à la consommation de tabac. Sans chiffrer pour un seul euro la souffrance. Car le cancer du poumon a causé à lui seul près d'un quart des décès dus au cancer en Belgique en 2013. Sur les 27.513 décès des suites d'un cancer en Belgique en 2013, 24 % étaient dus au cancer du poumon. Et le cancer a été la cause d'un quart du total des décès dans le pays.

Aux trois milliards collectés en accises et en taxes, il faut donc

défalquer au moins la moitié qui part en fumée à cause de cet usage.

Pour les chercheurs, « l'impact social du tabac a été minimisé, notamment sur l'effet sur les maladies chroniques. Nos résultats devraient inspirer les responsables politiques qui doivent regarder en face les coûts élevés de cette consommation et entreprendre des actions pour en minimiser l'effet. Les budgets actuels consacrés à la prévention et

à l'arrêt tabagique ne dépassent pas un million d'euros. Il faudrait notamment augmenter le prix du tabac pour en diminuer l'attrait ». Pour les chercheurs, l'impact des drogues coûte près de 420 euros par an à chaque habitant, dont un gros tiers pour le tabac.

Pour de nombreux experts en santé publique, maintenir le prix du tabac au niveau actuel entraîne une stagnation de la consommation. Et beaucoup s'inquiètent du rebond que pourrait représenter l'arrivée légale de la cigarette électronique avec nicotine, que les autorités ont décidé de ne pas frapper d'accises. « Il faudrait faire comme en Angleterre : le paquet y avoisine les 11 euros, le taux de fumeurs y est désormais historiquement bas et les revenus de l'Etat sur le tabac n'ont pas baissé. On a amélioré la santé sans affaiblir les finances », explique Pierre Bizel, porte-parole de la Coalition nationale contre le tabac. ■

FRÉDÉRIC SOUMOIS

## CONTROVERSE

### 1,5 milliard ou 20 ?

Un milliard et demi ou... dix fois davantage ? L'estimation exacte de l'impact du tabac est controversée. On comprend pourquoi : le lien de causalité avec certaines maladies est complexe à assumer. Plus cynique : faut-

il « défalquer » les années de retraite qu'il ne faudra jamais payer aux malades décédés prématurément ?

En tout cas, selon la plus récente étude française de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies, le tabac y coûterait 120 milliards.

Or, le profil de la Belgique et

de la France diverge peu en termes de nombre de fumeurs, de prises en charge et de contexte économique. Le coût pour la Belgique serait donc d'environ 20 milliards, soit dix fois plus que l'estimation réalisée par l'Université de Gand et la VUB. La différence ? Sans doute le vrai coût des soins : ainsi l'étude

française prend en compte les économies de retraites non versées et les recettes (13,3 milliards d'euros). Des chiffres mis en regard du coût des soins (25,9 milliards pour le tabac), une façon de battre en brèche l'idée selon cette drogue licite rapporterait au final à l'Etat plus qu'elles ne coûtent.

FR.SO